



Il n'existe pas de cadastre officiel pour connaître le nombre de places qui existent réellement dans l'enseignement francophone.

## En 4 ans, 16.000 places ont été créées dans les écoles bruxelloises

16.014 nouvelles places ont été créées entre 2019 et 2022 pour l'enseignement fondamental et secondaire à Bruxelles. La capitale propose-t-elle assez de places pour nos enfants? Décryptage.

NICOLAS BAUDOUX

À la rentrée scolaire, les parents qui changent leurs enfants d'école sont sur le qui-vive. Y aura-t-il assez de places dans l'établissement si méticuleusement choisis? Entre 2019 et 2022, 16.014 nouvelles places ont été créées à Bruxelles. «Il y a beaucoup plus de tension, contrairement à la Wallonie», nous glisse Jean-François Mahieu, porte-parole de la ministre de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Caroline Désir. Pour le nombre de nouvelles places en Wallonie, «il est impossible d'avoir un suivi précis». Vous avez bien lu.

Les écoles demeurent libres de déclarer leur nombre de places, ce qui empêche de constituer un cadastre exhaustif. Difficile, donc, de savoir si ces nouvelles 16.014 places seront suffisantes.

Actuellement, 373 enfants sont encore sur liste d'attente pour intégrer une nouvelle école, dont 298 à Bruxelles. Cela ne veut pas dire qu'ils sont sans école, mais qu'ils n'ont pas obtenu l'école de leur choix, contrairement à 9 élèves sur 10. En 2023, 11.596 élèves ont déposé un formulaire unique d'inscription pour 12.222 places officielles. Il y a donc, techniquement, assez de places disponibles. La bataille finale se fera autour des écoles sursollicitées.

### Le nord et l'ouest sous tension

À Bruxelles, 63% des communes ont plus de places dans leurs écoles secondaires que d'enfants à scolariser. Les 37% restant, sont des zones clés qui devront être privilégiées afin de combler les déficits et faire respirer les écoles saturées. C'est le cas du nord et de l'ouest de la capitale. Berchem-Sainte-Agathe compte par exemple 0,3 place pour 1 enfant à scolariser, selon les chiffres de l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA). Etterbeek, dans le

haut du classement, recense 2,9 places par enfant, remplies par les adolescents des communes alentours.

«Il y a clairement un souci avec le nord et l'ouest, suite à un problème d'anticipation», commente Michaël Vossaert, chef de groupe D&F à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce sont en effet ces communes qui seront davantage confrontées à une augmentation du nombre d'élèves.

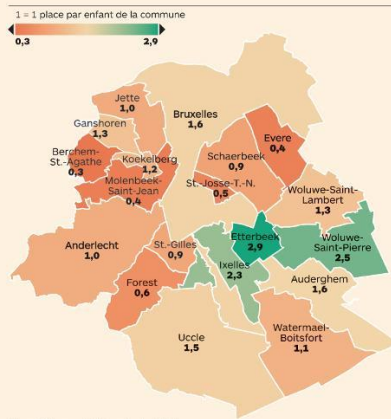
«Une des pistes, c'est de réaffecter des bâtiments pour en faire des écoles, faute de zone constructible.» Ou encore améliorer l'attractivité des places déjà disponibles qui restent non occupées.

La pression démographique sur les écoles fondamentales diminue, résultat notamment d'une réduction du nombre de naissances dans la Région. Pour les écoles secondaires, c'est un peu différent, elles connaîtront un pic d'ici à 2025 avec 10.000 élèves supplémentaires (+10%) par rapport à 2020, selon l'IBSA. «Il faudrait au minimum encore 750 places pour avoir une marge suffisante», commente le cabinet Désir.

### Les directeurs combinent les trous

Selon le monitoring de l'offre scolaire de perspective brussels, les créations de places programmées devraient permettre de résorber le manque de places attendu. Le centre d'expertise pointe cependant certains manquements, notamment pour les techniques et professionnels francophones où l'on s'attend à un déficit d'environ 3.000 places. Ces profils se retrouvent pourtant sur les listes des métiers critiques et en pénurie d'Actiris et du Forem. De nouvelles places créées, c'est bien. Avoir des enseignants et des enseignantes pour s'en occuper, c'est mieux. Difficile à cette date d'objectiver la pénurie, car les directions constituent encore leurs équipes. Le site jobecole.be, qui permet aux établissements de diffuser des offres d'emploi, affiche encore environ 500 offres d'emploi. «Il y a eu 30 à 40% d'offres publiées en plus que l'an dernier, surtout en

### LE NORD ET L'OUEST DE BRUXELLES SOUS TENSION



Source: IBSA, perspective brussels, calculs I'Echo

«Il y a 7 ou 8 ans, on parlait de pénurie de profs en février. Aujourd'hui, il y a des trous dès le mois de septembre.»

SÉBASTIEN GOFFE  
CRÉATEUR DE JOBEOLE

secondaire. Le site est plus connu et donc plus utilisé, mais on voit quand même que le phénomène s'accroît. Il y a 7 ou 8 ans, on parlait de pénurie en février. Aujourd'hui, il y a des trous dès le mois de septembre», explique Sébastien Goffe, ancien enseignant et créateur de la plateforme Jobecole.

Joseph Thonon, président de la CGSP-Enseignement tempère. «Il est très difficile d'avoir des chiffres précis. Mais nous ne sommes pas dans une situation dramatique.» Le véritable état des lieux devra être fait début de l'hiver, là où les taux d'absentéisme grimpent. 10% de profs ont en effet été malades certains mois de l'année scolaire passée. La pénurie n'est pas généralisée, selon Joseph Thonon, elle se concentre sur certaines zones, bien souvent fort reculées, ou sur certains créneaux, comme les mathématiques, les sciences, ou encore les langues. Un véritable casse-tête, «qui va ne faire qu'empirer d'année en année», selon le syndicaliste.

## Le bon d'État récolte déjà 4 milliards d'euros

Depuis le début de la campagne, le bon d'État a récolté 4 milliards d'euros. Le record de 5,7 milliards d'euros des bons d'État Letermé semble en passe d'être pulvérisé.

Alors que les Belges ne peuvent souscrire au bon d'État Van Peteghem que depuis jeudi matin, une conférence de presse organisée ce vendredi midi par l'Agence fédérale de la dette vient (déjà) nous fournir davantage d'informations sur le succès attendu de l'opération. Le directeur de l'Agence de la dette Jean Deboutte a ainsi donné les premiers chiffres officiels: 4 milliards d'euros ont déjà été récoltés, alors que les souscriptions ne sont ouvertes que depuis ce jeudi 24 août. 2,08 milliards ont été enregistrés via les banques et 1,9 milliard via l'Agence fédérale de la dette, ce qui représente une proportion de 52% - 48%, bien plus équilibré que lors de l'émission du bon Letermé (80% pour les banques - 20% pour l'Agence de la dette).

L'Agence indique que 56.532 Belges ont déjà souscrit à l'opération via son site, ce qui représente un dépôt moyen de 33.000 euros, soit le double des émissions précédentes, selon Deboutte. On ne connaît pas à ce stade le nombre de souscriptions via les banques. «Nous sommes très heureux de ces montants assez spectaculaires», a commenté le directeur de l'Agence de la dette, Jean Deboutte. «Il se peut que cette première journée soit la plus importante de l'opération, nos estimations indiquent que nous ne devrions pas avoir 4 milliards chaque jour.» À noter que le site de l'Agence de la dette a connu un léger problème

### FUITE DE DONNÉES

La page d'enregistrement de l'Agence de la dette a été touchée par une fuite de données, selon la VRT alertée par un hacker éthique. En utilisant les champs où l'on peut entrer son nom, sa date de naissance et son code postal, il était possible de consulter les détails de tout autre Belge, dont dans certains cas, le nom du cohabitant légal. L'Agence de la dette a annoncé avoir coimâté la fuite. M.V.

technique ce vendredi en début de matinée, rapidement résolu.

En 2011, le bon d'État Letermé à 3, 5 et 8 ans avait collecté 5,7 milliards. Le bon à 5 ans de l'époque affichait alors un taux d'intérêt brut de 4%. Le bon d'État Van Peteghem offre un taux net de 2,81% et bénéficie d'une courte échéance (1 an) ainsi que d'un précompte réduit de 15%.

CLÉMENT BACQ



Découvrez l'édition spéciale de notre podcast «Le Brief» consacré au bon d'État.

Nos journalistes y décryptent les avantages et inconvénients de ce produit.

## Énergie: faut-il souscrire un contrat fixe avant septembre?

Plusieurs experts et observateurs du marché de l'énergie conseillent de souscrire un contrat fixe en gaz et électricité en août. Pourquoi?

CAROLINE SURY

Fixe ou variable, vous n'arrivez toujours pas à trancher (vu qu'un contrat variable est toujours moins cher à un instant T qu'un contrat fixe)? Vous attendez le meilleur moment pour basculer d'un contrat variable à un fixe avant l'hiver? Dans ce cas, il semblerait que ce soit maintenant!

De fait, depuis jeudi matin, Testachats (TA) conseille à toutes les personnes désireuses de souscrire un contrat fixe de le faire avant la fin du mois d'août. «Les prix de l'énergie sont à nouveau en hausse depuis quelques jours, et risquent encore d'augmenter en septembre, prévient l'association de défense des consommateurs.

«Par rapport au début de ce mois, le prix à terme pour la fourniture d'électricité au cours du mois suivant a augmenté de 26%. Pour le gaz, l'augmentation est de 36%», détaille TA.

### Grève en Australie?

Les prix pour la livraison en cours des trimestres suivants sont également tous à la hausse. «Plusieurs raisons sont à l'origine de ces hausses: les grèves dans les terminaux GNL (gaz naturel liquéfié) en Australie, les travaux de maintenance des installations gazières en Norvège, l'augmentation de la

demande d'énergie due à la demande de refroidissement dans certains pays européens, etc.»

«Cette hausse de prix risque très fort de se concrétiser dans les tarifs qui seront proposés au mois de septembre.»

Entretiens, la situation a déjà évolué et le prix du gaz a plongé ce même jeudi car le syndicat d'un important champ gazier austro-allemand a conclu un accord de principe avec le géant de l'énergie Woodside, éloignant la possibilité qu'une grève en Australie perturbe l'offre de GNL.

Mais cela sera-t-il suffisant pour éloigner la perspective d'une hausse des prix en septembre chez tous les fournisseurs d'énergie? Personne ne peut l'affirmer avec certitude.

D'ailleurs, pour le même type de raisons, une hausse des tarifs fixes était attendue en juillet. Elle s'est produite, sauf que Engie qui à contre-courant a proposé des prix inférieurs à ceux du mois de juin.

Cependant, pour un autre expert du marché (actif dans les offres d'achat groupé), une hausse des tarifs fixes en septembre ne fait aucun doute vu que les perspectives sur les marchés de gros pour le reste de cette année et le début de l'année prochaine sont à la hausse.

Mais d'après lui, il y a un autre signe qui ne trompe pas sur la tendance du marché dans les mois à venir. «Les différents fournisseurs contactés m'ont déjà annoncé qu'ils ne souhaitent pas remettre une offre en tarif fixe pour les prochaines échéances.»